

30.03.2015

Protéger les forêts, respecter les droits

- [Suivre la conférence en direct](#)

Yannick Jadot et les Verts européens organisent ce lundi 30 mars une conférence pour déterminer "comment l'UE peut entraver la déforestation illégale des forêts tropicales?". L'ONG FERN révélait il y a quelques jours une étude rendant compte pour la première fois, de l'importance de la consommation de l'UE dans la déforestation illégale, tant en valeur qu'en perte de forêts. Les conclusions sont accablantes : près d'un quart du commerce mondial des biens agricoles produits sur des terres illégalement déboisées est destiné à l'Europe. Entre 2000 et 2012, l'équivalent d'un terrain de football était, en moyenne, illégalement déboisé toutes les deux minutes pour fournir à l'Union européenne de la viande bovine, du cuir, de l'huile de palme et du soja. Cinq États européens dont la France ont une lourde responsabilité dans la déforestation illégale (les Pays-Bas, l'Italie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni) en important 75 % et consommant 63 % des produits entachés d'illégalité affluant vers l'UE. La France enregistre le triste record du plus gros importateur de soja, dont la majorité est utilisée pour nourrir la volaille et les porcs destinés à l'alimentation.

Devant ce grave constat, les Verts européens remettent à l'agenda politique européen leur demande d'un plan d'action européen sur la déforestation et la dégradation des forêts (soutenue en juin 2013 par le Parlement européen et les États européens). La demande de marchandises issues de forêts à risque est impulsée par un certain nombre de politiques de l'UE, telles que les politiques agricoles, commerciales et énergétiques. Il est donc urgent de rendre ces politiques cohérentes mais également de réduire notre consommation et nous assurer que nous importons uniquement des marchandises produites légalement et de manière durable, ceci est essentiel à la lutte contre le dérèglement climatique. L'Europe doit également utiliser sa puissance commerciale pour pousser les pays exportateurs à mettre en place des réformes pour réduire la déforestation illégale, comme l'a fait le plan d'action de l'UE contre le déboisement illégal.

Alors que l'UE et la France se targuent de leur leadership en matière de négociations climatiques à l'échelle internationale, ils alimentent impunément le commerce de marchandises issues de sources illégales affluant vers l'UE. La réunion de tous les acteurs concernés à Bruxelles devra permettre de mettre un terme à ce double discours et de définir avec la Commission européenne les différentes options politiques afin de l'aider à développer ce plan d'action de l'UE de la manière la plus inclusive possible.

- [Étude de Fern : Biens volés : la complicité de l'UE dans la déforestation tropicale illégale](#)

Personne de contact

[Yannick Jadot](#)

[Député-e](#)

Téléphone Bruxelles

+32-2-2845375

Téléphone Strasbourg

+33-3-88175375

Député(e)s responsables

[Yannick Jadot](#)

[Député-e](#)